

Le programme savoirs locaux pour le développement après deux années d'existence

DANS LE PASSÉ, LA PLUPART DES PAYS AFRICAINS AVAIENT adopté des politiques devant permettre la modernisation de leur société et la transformation des secteurs productifs de leurs économies. Les savoirs locaux qui auraient pu être utilisés pour appuyer ce processus, ou dans certains cas constituer une alternative, ont souvent été relégués aux oubliettes. Cependant, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 a fait en sorte, grâce à la notion de développement durable, que les pratiques dites autochtones (ou savoirs locaux) deviennent partie intégrante du discours sur le développement. Un peu partout dans le monde, lors des conférences et rencontres interprofessionnelles, les responsables des politiques ont commencé à mettre en avant le rôle critique des connaissances autochtones dans le processus du développement. La première rencontre internationale d'importance concernant ce sujet, fut la conférence 'Le Savoir Mondial 97: Le Savoir au Service du Développement à l'Ere de l'Information', tenue en Juin 1997 à Toronto, au Canada. Dans le cadre de ce qu'on a appelé le 'Partenariat pour l'information et la technologie en Afrique', la Banque mondiale

s'est engagée dans la réalisation de l'initiative 'Savoirs Locaux pour le Développement' en collaboration avec des organisations telles que l'UNESCO, l'UIT et l'OMPI. Les objectifs de l'initiative étant de faciliter le dialogue multilatéral entre les communautés locales, les gouvernements, les ONG, le secteur privé et la société civile au sens large, et d'intégrer les savoirs locaux dans les activités de développement et optimiser les bénéfices de l'aide au développement, particulièrement celle en faveur des pauvres. La Banque a ainsi adopté un cadre d'action définissant des activités qu'elle a commencé à réaliser en collaboration avec ses organisations partenaires.

Après deux années de ces activités, il est temps d'examiner les progrès effectués dans la réalisation

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/default.htm>

Pratique CA No. :12

Pays

Nigeria

Domaine

Finances rurales

Technologie

Epargne et crédit

Détenteurs des Connaissances

Agriculteurs Igalas dans l'Etat de Kogi

Source

Nweze, N.J. [IK Monitor 2\(2\) August 1994](#)

Application: Pratiques financières des communautés d'agriculteurs autochtones

Les communautés agricoles du Nigéria ont développé divers systèmes d'épargne et de crédit. Les agriculteurs forment généralement des associations de ce type en accordant une importance particulière aux aspects épargne et accès aux ressources sur une base rotative. Certaines de ces associations fonctionnent avec des règles et des statuts. La majorité d'entre elles sont, de fait, fortement réglementées, mais opèrent sur la base de règles formelles non écrites. Pour les membres, l'épargne est obligatoire et doit se pratiquer sur une base régulière, habituellement en fonction des jours de marchés. Les emprunts ne sont pas utilisés pour l'acquisition de produits consommables. Ils sont utilisés pour des usages tels que par exemple le paiement des frais de scolarité ou des travaux effectués dans les fermes. Le remboursement des emprunts est assuré grâce au contrôle social existant au sein de ces sociétés. Les membres ne reçoivent habituellement pas d'intérêts sur les dépôts et les conditions des prêts sont favorables. Il n'est pas fait mention de la manière dont on traite les cas de non remboursement des prêts. On suppose que le contrôle social suffit à assurer la pérennité d'une association d'épargne et de crédit. Cependant, la base de l'épargne est trop réduite pour l'accumulation ou pour des crédits nécessaires à des investissements majeurs. Jusqu'à présent, il semble qu'il y ait eu peu de reconnaissance des pratiques financières autochtones existantes par les institutions formelles de crédit.

Enseignement : *Les associations autochtones rurales d'épargne et de crédit existantes ne sont pas encore reconnues par le secteur financier formel. La collaboration sur une base équitable augmenterait l'impact des institutions formelles, ainsi que le potentiel d'investissement dans les zones rurales*

des objectifs fixés. Est-ce que l'initiative Savoirs Locaux, ou Connaissances Autochtones (CA), a été efficace dans la diffusion de l'information et pour en faciliter l'échange parmi les communautés en développement, ainsi que pour appliquer les CA dans le processus du développement et pour constituer des partenariats ?

Diffuser l'information

Dès le début de ses activités, ce qu'on a appelé l'initiative CA a développé une base de données sur internet concernant les connaissances et pratiques autochtones, comprenant plus de 200 cas. Chacun de ces cas relate les enseignements tirés de l'expérience d'une communauté particulière concernant un aspect du développement. L'objectif n'étant pas d'en faire un répertoire de cas de CA, mais plutôt une base de données de référence par clés ("referral database"). Les cas de CA concernent une gamme variée d'activités, telles que par exemple les pratiques financières chez certaines communautés du Nigéria, ou l'implication des guérisseurs traditionnels dans les campagnes de

prévention du VIH-SIDA, la gestion de l'eau au Burkina Faso, ou encore le traitement traditionnel des enfants victimes du syndrome post traumatique dans le Mozambique d'après-guerre.

Des cas de connaissances autochtones concernant une grande variété de sujets sont exposés en détail dans la publication mensuelle Notes CA, paraissant sous formes écrite et électronique et touchant plus de 20 000 lecteurs. La question sensible de la circoncision féminine et les réponses qui y furent apportées localement est un des sujets abordés dans cette publication, qui à ce jour, compte plus d'une vingtaine de numéros déjà parus. Chaque cas présenté dans cette publication concerne des approches diverses du développement couronnées de succès, conçues et adoptées au niveau de la base. Dans les cas où des organisations internationales ont fourni une certaine assistance, ce ne fut que sous la forme d'aide financière et pour apporter une reconnaissance internationale. Dans chaque cas, l'initiative est "venue de la base", localement, ce qui a permis le renforcement des institutions locales et la réalisation de projets de

développement couronnés de succès dans des secteurs tels que l'éducation et l'alphabétisation (cas des écoles coraniques en Afrique de l'Ouest, par exemple). D'autre part, sont relatés dans la publication Notes CA, des cas où "des individus sans instruction formelle, provenant de villages avec des ressources minimales ont été capables d'améliorer leur vie grâce à un programme qui leur a permis d'atteindre une plus grande autonomie ainsi que l'autosuffisance". Ces histoires de succès mettent en exergue l'universalité des savoirs locaux, qui peuvent jouer un rôle clé dans le processus de responsabilisation des communautés locales, aux niveaux régional, national et international.

Faciliter les échanges

La Banque mondiale a apporté son assistance à huit Centres CA en Afrique, afin d'améliorer leur capacité de diffusion de l'information. Ceci a pris plusieurs formes. Au Cameroun, en Tanzanie, en Ethiopie et au Zimbabwe le programme CA de la Banque a apporté son appui aux centres CA locaux dans leur travail de recherche et de saisie de cas de connaissances autochtones. Au Burkina Faso et en Ouganda, le programme a apporté son assistance afin d'améliorer la connectivité et la capacité de réseau des systèmes de télécommunication locaux. Le résultat en a été que les télécentres communautaires ruraux sont à présent utilisés pour obtenir des informations émanant des communautés locales et pour diffuser le savoir généré dans d'autres régions.

Appliquer les savoirs locaux

Un des résultats les plus remarquables de l'initiative CA a été son succès dans la promotion de leur utilisation dans les programmes et projets de développement. L'initiative a appuyé l'Ouganda dans la formulation d'une politique nationale concernant les CA, le Ghana dans l'utilisation de ces CA pour améliorer les pratiques agricoles et le Burkina Faso à prendre en compte le rôle des chasseurs traditionnels dans la gestion des ressources naturelles. Au mois de Juillet 1999, La

Banque a initié une étude en collaboration avec l'UNCST pour explorer la possibilité d'utilisation des CA en Ouganda dans le secteur agricole et celui des sciences et technologies de la santé. Ceci a constitué la base d'une stratégie nationale qui devrait inclure tous les dépositaires d'enjeux, la société civile, les guérisseurs traditionnels ainsi que les responsables de politiques.

Six mois plus tard, une rencontre interprofessionnelle avec des représentants de ces acteurs clés eut lieu afin de concevoir une stratégie nationale et un cadre d'action. Ceci a constitué la genèse de la Déclaration de Kampala concernant les CA et le développement durable. La déclaration fait demande au gouvernement d'appuyer le développement des CA et aux planificateurs de les inclure dans le processus de planification national. Ceci est appliqué de plusieurs manières, tel que l'inclusion des CA dans le Cadre général du développement de l'Ouganda (CGD), dirigé par le Ministère de la planification. Ces types de projets sont généralement des partenariats entre donateurs et gouvernements visant à accélérer le rythme de la croissance en Afrique. Dans le cas de l'Ouganda, un des objectifs est l'accroissement de la productivité agricole. Ici, le programme CA de la Banque a joué le rôle de facilitateur en établissant un Comité d'organisation pour le contrôle du processus d'exécution et un Secrétariat pour coordonner les activités spécifiquement liées aux CA.

L'initiative CA de la Banque est en train d'aller au delà des fonctions de supervision et de définition des politiques, en effectuant de la gestion de projets. La Banque conseille le *Ugandan National Agricultural Research Organization (NARO)* sur l'utilisation des CA dans les projets appuyés par elle qui ont trait à la formation et la recherche en agriculture. Ces projets comprennent une composante soutien au développement technologique à long terme et à la diffusion de la technologie. L'initiative CA fournit un appui méthodologique pour le transfert des technologies et CA appropriées et des pratiques agricoles améliorées en

faveur des agriculteurs, ainsi que pour promouvoir leur adoption. Un exemple à citer est l'amélioration de la technique *Matoke* de réduction des effets néfastes de la maladie *Sigatoka* sur le bétail, ainsi que celle de la charrue ougandaise. Bien que ce projet soit à ses débuts, on considère que son succès pourrait être utilisé pour faciliter l'intégration des CA dans les projets de développement.

Etablir des partenariats

Le programme Savoirs Locaux pour le développement a constitué des partenariats avec plusieurs organisations de développement, des ONG et des centres CA. Plus de 75% des pratiques couronnées de succès diffusées sur le site web ont été communiquées par ces partenaires. L'initiative CA se développe pour inclure d'autres membres que ceux qui faisaient partie au départ du Partenariat pour les Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Afrique (PTICA). Ainsi, le programme a commencé à collaborer avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) concernant la question de la propriété intellectuelle des CA. Au niveau de la base, le programme a établi des relations avec certaines communautés locales et profite de leurs expériences. En appuyant les ONG et des institutions telles que le *Uganda National Council for Science and technology* (UNCST), la Banque a joué le rôle de facilitateur en

rassemblant guérisseurs traditionnels, universitaires, ministres, divers éléments de la société civile et l'église. Un des résultats en fut que des organisations autochtones telles que les associations des herboristes traditionnels sont en mesure de poursuivre un dialogue équilibré avec des institutions d'Etat. D'autre part, en créant des canaux appropriés permettant aux communautés locales d'exprimer leurs préoccupations aux niveaux régional et international le programme a fait des progrès significatifs vers l'intégration des CA dans le processus du développement en Afrique.

Les prochaines étapes

Les défis qui restent à relever concernent entre autres :

- l'intensification des efforts pour l'intégration des CA dans le processus du développement,
- une plus grande implication des donateurs et leur participation active,
- la multiplication des échanges interactifs grâce au partage des pratiques et connaissances entre communautés (*communities of practice*), en utilisant des forums tels que le "Marché du Développement" (*Development Marketplace*),
- la formation d'alliances au niveau local concernant des sujets tels que les IPRs pour faciliter le renforcement de pouvoir et la responsabilisation.